

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
PERSONNEL ET ORGANISATION

[C – 2013/02026]

4 JUILLET 2013. — Arrêté royal modifiant  
certaines dispositions relatives à l'accession au niveau A

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, remplacé par la loi du 22 juillet 1993 et modifié par la loi du 24 décembre 2002;

Vu l'arrêté du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 octobre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 novembre 2012;

Vu le protocole n° 677 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux du 3 janvier 2013;

Vu l'avis 55.494/2 du Conseil d'Etat, donné le 27 décembre 2012 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Fonction publique et du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Modifications apportées à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le titre II de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE III. — De la promotion par accession aux niveaux B et C »

**Art. 2.** A l'article 29 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 28 octobre 1988, 31 juillet 1991, 15 mars 1993, 14 septembre 1994, 30 mars 1995, 15 avril 1996, 16 novembre 2001, 5 septembre 2002, 18 mars 2004, 3 août 2004, 4 août 2004, 22 novembre 2006 et 19 novembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) le § 1<sup>er</sup> est abrogé;

b) dans le § 2, le 1° est abrogé;

c) dans le § 3, les mots « des §§ 1<sup>er</sup> et 2 » sont remplacés par les mots « du § 2 »;

d) dans le § 4, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 3.** A l'article 29bis du même arrêté, rétabli par l'arrêté du 22 novembre 2006 et modifié par l'arrêté royal du 7 juin 2007, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est abrogé;b) dans le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou à la classe » sont supprimés;

c) dans le § 2, alinéa 2, les mots « ou à la classe » et les mots « ou à sa nouvelle classe » sont supprimés;

d) dans le § 2, alinéa 3, les mots « ou à la classe » et les mots « ou à sa nouvelle classe » sont supprimés;

e) dans le § 3, alinéa 2, les mots « ou à la classe » sont supprimés;

f) dans le § 3, alinéa 3, les mots « ou à la classe » et les mots « ou à sa nouvelle classe » sont supprimés;

g) dans le § 5, les mots « ou à la classe » sont supprimés.

**Art. 4.** Dans le titre II du même arrêté il est inséré un chapitre IIIbis comportant les articles 30 à 31sexies, rédigés comme suit :

« CHAPITRE IIIbis. — De la promotion par accession au niveau A

Art. 30. L'agent de l'Etat peut être promu des niveaux B ou C au niveau A.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
PERSONEEL EN ORGANISATIE

[C – 2013/02026]

4 JULI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van  
sommige bepalingen betreffende de overgang naar het niveau A

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, artikel 11, § 1, tweede lid, vervangen door de wet van 22 juli 1993 en gewijzigd door de wet van 24 december 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 oktober 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 14 november 2012;

Gelet op het protocol nr. 677 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten van 3 januari 2013;

Gelet op advies 55.494/2 van de Raad van State, gegeven op 27 december 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister belast met Ambtenarenzaken en van de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen aangebracht aan het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel

**Artikel 1.** In titel II van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK III. — Bevordering door overgang naar de niveaus B en C »

**Art. 2.** In artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 oktober 1988, 31 juli 1991, 15 maart 1993, 14 september 1994, 30 maart 1995, 15 april 1996, 16 november 2001, 5 september 2002, 18 maart 2004, 3 augustus 2004, 4 augustus 2004, 22 november 2006 en 19 november 2008 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1 wordt opgeheven;

b) in § 2 wordt de bepaling onder 1° opgeheven;

c) in § 3 worden de woorden « §§ 1 en 2 » vervangen door de woorden « § 2 »;

d) in § 4 wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 29bis van hetzelfde besluit, hersteld bij het besluit van 22 november 2006 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 juni 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1 wordt het tweede lid opgeheven;

b) in § 2, eerste lid, worden de woorden « of de klasse » geschrapt;

c) in § 2, tweede lid, worden de woorden « of de klasse » en de woorden « of zijn nieuwe klasse » geschrapt;

d) in § 2, derde lid, worden de woorden « of de klasse » en de woorden « of zijn nieuwe klasse » geschrapt;

e) in § 3, tweede lid, worden de woorden « of de klasse » geschrapt;

f) in § 3, derde lid, worden de woorden « of de klasse » en de woorden « of zijn nieuwe klasse » geschrapt;

g) in § 5, worden de woorden « of de klasse » geschrapt.

**Art. 4.** In titel II van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk IIIbis ingevoegd, dat de artikelen 30 tot 31sexies bevat, luidende :

« HOOFDSTUK IIIbis. — Bevordering door overgang naar niveau A

Art. 30. De rijksambtenaar kan bevorderd worden van de niveaus B of C naar het niveau A.

L'accession au niveau A se fait dans la première ou dans la deuxième classe, selon que la fonction à attribuer appartient à l'une ou à l'autre.

L'accession se fait dans la première échelle de traitement de la classe.

Art. 31. § 1<sup>er</sup>. Pour participer aux épreuves d'accession au niveau A, l'agent de l'Etat doit être dans une position administrative où il peut faire valoir ses titres à la promotion et avoir obtenu et conserver la mention « excellent » ou « répond aux attentes » à sa dernière évaluation.

§ 2. Les épreuves d'accession au niveau A se répartissent en trois séries.

§ 3. La première série est organisée par le SELOR. Les épreuves de cette série visent à évaluer la capacité d'un agent à fonctionner au niveau A. Elles se concluent par une attestation de réussite ou un constat d'échec. L'attestation de réussite est valable sans limitation de temps.

L'administrateur délégué peut accorder dispense d'épreuves déjà réussies.

Un agent qui n'a pas réussi une épreuve est exclu pendant une durée de six mois à dater du jour de la présentation de cette épreuve de la possibilité de la présenter à nouveau.

§ 4. La deuxième série comprend quatre épreuves qui visent à évaluer l'acquisition de connaissances. Chacune des quatre épreuves consiste dans le suivi et la réussite des cours d'au moins quatre crédits ECTS figurant au programme des masters d'une université ou d'une haute école de l'Espace économique européen. La deuxième série d'épreuves n'est accessible qu'aux lauréats de la première série d'épreuves.

Une de ces épreuves doit être choisie dans les domaines de l'économie, du droit ou des finances publiques.

Les trois autres épreuves sont choisies de commun accord par le candidat et le directeur Personnel et Organisation de son service public fédéral ou de son service public fédéral de programmation ou leur délégué.

Chaque service public fédéral ou service public fédéral de programmation peut également organiser lui-même les épreuves visées à l'alinéa 3 moyennant avis favorable de deux professeurs d'université, un de chaque rôle linguistique, spécialisés dans la matière de ces épreuves. L'avis sera favorable si et seulement si les épreuves sont du niveau d'un master et correspondent chacune à au moins quatre crédits ECTS. Le service public fédéral ou service public fédéral de programmation concerné peut autoriser l'accès à ces épreuves aux agents des autres services visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

Les candidats titulaires d'un master ou d'un autre diplôme qui donne accès au niveau A, délivré par une université ou une haute école de l'Espace économique européen sont considérés comme lauréats des épreuves de cette série.

Pour chaque épreuve de cette série, la réussite est valable sans limitation de temps.

Les épreuves de la présente série sont d'office considérées comme répondant aux conditions fixées par les articles 69 et 70 de l'arrêté du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

Les frais d'inscription aux épreuves de la présente série sont pris en charge par l'administration dont relève l'agent de l'Etat.

§ 5. La troisième série est une sélection comparative par rapport à une fonction de la cartographie. Elle est organisée par le SELOR, qui peut en confier tout ou partie au service public fédéral ou service public fédéral de programmation qui demande l'organisation de cette sélection comparative. Elle n'est accessible qu'aux lauréats de la première et de la deuxième série d'épreuves.

La sélection comparative peut comprendre plusieurs épreuves dont la première peut être éliminatoire.

La sélection comparative se conclut par un classement des candidats reconnus aptes à exercer la fonction.

Les résultats de la sélection comparative sont valables deux ans. Cette durée peut être prolongée une seule fois, pour un maximum de deux ans, par le président du comité de direction du service public fédéral ou le président du service public fédéral de programmation qui a demandé l'organisation de cette sélection.

De overgang naar het niveau A vindt plaats in de eerste of de tweede klasse, al naargelang de toe te kennen functie tot de ene of de andere klasse behoort.

De overgang vindt plaats in de eerste weddeschaal van de klasse.

Art. 31. § 1. Om aan de proeven voor de overgang naar niveau A deel te nemen moet de rijksambtenaar zich in een administratieve stand bevinden waarin hij zijn aanspraken op bevordering kan laten gelden, en bij zijn laatste evaluatie de vermelding « uitstekend » of « voldoet aan de verwachting » hebben gekregen en behouden.

§ 2. De proeven voor de overgang naar het niveau A zijn in drie reeksen ingedeeld.

§ 3. De eerste reeks wordt georganiseerd door SELOR. De proeven van die reeks beogen een evaluatie van het vermogen van een ambtenaar om in niveau A te functioneren. Ze worden afgesloten met een attest van slagen of een verslag van het niet-slagen. Het attest van slagen is onbeperkt in de tijd geldig.

De afgevaardigd bestuurder kan een vrijstelling toekennen voor proeven waarvoor men reeds geslaagd is.

Een ambtenaar die niet geslaagd is voor een proef wordt gedurende een periode van zes maanden, te rekenen vanaf de datum van het afleggen van deze proef, uitgesloten van de mogelijkheid van het opnieuw afleggen ervan.

§ 4. De tweede reeks omvat vier proeven die een evaluatie van de verwerving van kennis beogen. Elk van de vier proeven bestaat in het volgen van en slagen voor cursussen van minstens vier ECTS-studiepunten van een masterprogramma van een universiteit of hogeschool van de Europese Economische Ruimte. De tweede reeks proeven is alleen toegankelijk voor de geslaagden van de eerste reeks proeven.

Een van die proeven dient gekozen te worden binnen de vakgebieden economie, recht of overheidsfinanciën.

De drie andere proeven worden gekozen in onderling akkoord tussen de kandidaat en de directeur Personeel en Organisatie van zijn federale overheidsdienst of van zijn programmatorische federale overheidsdienst of zijn afgevaardigde.

Elke federale overheidsdienst of programmatorische federale overheidsdienst kan ook zelf de in het derde lid bedoelde proeven organiseren, mits gunstig advies van twee hoogleraren, één van elke taalrol, gespecialiseerd in het vakgebied van die proeven. Het advies zal gunstig zijn indien en alleen indien de proeven tot het niveau van een master behoren en indien elke proef met minstens vier ECTS-studiepunten overeenkomt. De federale overheidsdienst of programmatorische federale overheidsdienst kan de toegang tot deze proeven verlenen aan de ambtenaren van de andere diensten bedoeld in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken.

Kandidaten die houder zijn van een master of van een ander diploma dat toegang verleent tot het niveau A, die is uitgereikt door een universiteit of hogeschool van de Europese Economische Ruimte worden beschouwd als geslaagden van de proeven van deze reeks.

Voor elke proef van deze reeks is het slagen onbeperkt in de tijd geldig.

De proeven van de huidige reeks worden ambtshalve beschouwd als proeven die voldoen aan de voorwaarden vastgesteld door artikelen 69 en 70 van het besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen.

De inschrijvingskosten voor de proeven van de huidige reeks worden ten laste genomen door de administratie waaronder het rijkspersoneelslid ressorteert.

§ 5. De derde reeks is een vergelijkende selectie voor een functie van de cartografie. Ze wordt georganiseerd door SELOR. Selor kan ze geheel of gedeeltelijk toevertrouwen aan de federale overheidsdienst of programmatorische federale overheidsdienst die om de organisatie van de vergelijkende selectie vraagt. Ze is alleen toegankelijk voor de geslaagden van de eerste en de tweede reeks proeven.

De vergelijkende selectie kan meerdere proeven omvatten, waarvan de eerste een uitsluitingsproef kan zijn.

De vergelijkende selectie wordt afgesloten met een rangschikking van de kandidaten die geschikt zijn bevonden om de functie uit te oefenen.

De resultaten van de vergelijkende selectie zijn twee jaar geldig. Die termijn kan een keer worden verlengd met maximum twee jaar, door de voorzitter van het directiecomité van de federale overheidsdienst of de voorzitter van de programmatorische federale overheidsdienst die om de organisatie van die selectie heeft gevraagd.

Art. 31bis. Les lauréats, sous réserve qu'ils aient conservé ou recouvré la mention « excellent » ou « répond aux attentes » sont appelés en service dans les emplois vacants dans leur service public fédéral ou leur service public fédéral de programmation, selon l'ordre de leur classement.

Ils peuvent aussi répondre à une offre d'un autre service visé à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique. Ce service peut soumettre les lauréats à une épreuve complémentaire à l'issue de laquelle un nouveau classement est établi.

Art. 31ter. § 1<sup>er</sup>. Les lauréats appelés en service accomplissent une période d'adaptation d'une durée d'un an. Durant la période d'adaptation, ils sont directement rémunérés dans la première échelle de traitement de la classe pour laquelle ils ont concouru.

Pour le calcul de la durée de la période d'adaptation, toutes les périodes pendant lesquelles l'agent est en activité de service sont prises en compte.

Toutefois, les congés et absences qui ne sont pas visés par le paragraphe 2 entraînent une prolongation de celle-ci lorsqu'ils dépassent trente jours de prestations à l'exception :

a) du congé annuel, des jours fériés et de la période entre le 27 et le 31 décembre, des congés de circonstances, du congé exceptionnel pour cas de force majeure;

b) des articles 81, §§ 1<sup>er</sup> et 2 et 82 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

c) du congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un cabinet d'un membre du gouvernement fédéral.

La prolongation éventuelle ne prend pas en compte les trente jours de prestations visés à l'alinéa 3.

§ 2. Lorsque le lauréat travaille à temps partiel pendant la période d'adaptation, celle-ci est prolongée au prorata.

Art. 31quater. § 1<sup>er</sup>. La période d'adaptation est supervisée par le directeur P & O ou son délégué, qui rédige trois rapports trimestriels et un rapport final. Le directeur P & O peut aussi prolonger la période d'adaptation de quatre mois maximum sur avis conforme de la commission de recours compétente visée à l'article 22 de l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux et dans le Ministère de la Défense. Il peut également proposer au fonctionnaire dirigeant un changement d'affectation.

§ 2. Le rapport final conclut soit à la nomination du lauréat, soit à son retour au niveau où il était nommé et, le cas échéant, dans le service public fédéral ou le service public fédéral de programmation où il était nommé.

Dans le cas où le rapport final conclut à un refus de nomination, l'agent peut introduire un recours, dans un délai de vingt jours ouvrables auprès de la commission de recours visée au § 1<sup>er</sup>, par l'intermédiaire du fonctionnaire dirigeant, tel que défini à l'article 2 du même arrêté. Le recours est traité selon les modalités définies aux articles 23 à 24 du même arrêté.

Le recours est suspensif.

Le président de la commission de recours transmet l'avis de la commission au fonctionnaire dirigeant. Celui-ci prend la décision définitive.

§ 3. Le lauréat qui n'a pas été nommé à l'issue d'une période d'adaptation, ou qui y met fin pendant celle-ci, peut être de nouveau candidat à un emploi vacant de niveau A par accession de niveau. Il ne peut toutefois faire usage de cette faculté qu'à deux reprises. Après la troisième période d'adaptation, il perd le bénéfice de sa réussite à la sélection comparative.

§ 4. Le lauréat qui met fin à une période d'adaptation afin de répondre à un autre appel en service bénéficie d'une nouvelle période complète d'adaptation.

Art. 31quinquies. Pour le calcul des anciennetés, l'agent nommé au niveau A à l'issue de la période d'adaptation est considéré comme bénéficiant effectivement de sa classe et de son niveau à partir du 1<sup>er</sup> jour de la période d'adaptation.

Par contre, s'il échoue ou met fin à une période d'adaptation, il est considéré pour le calcul des anciennetés, comme ayant été en activité de service dans son ancien grade.

Art. 31bis. De geslaagden, onder voorbehoud dat ze de vermelding « uitstekend » of « voldoet aan de verwachtingen » hebben behouden of teruggekregen, worden in dienst geroepen in de openstaande betrekkingen in hun federale overheidsdienst of in hun programmatorische federale overheidsdienst, volgens de volgorde van hun rangschikking.

Ze kunnen ook ingaan op een aanbod van een andere dienst bedoeld in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken. Die dienst kan de geslaagden aan een bijkomende proef onderwerpen. Na afloop van die proef wordt een nieuwe rangschikking opgesteld.

Art. 31ter. § 1. De in dienst geroepen geslaagden volgen een aanpassingsperiode van een jaar. Tijdens de aanpassingsperiode worden ze rechtstreeks bezoldigd in de eerste weddeschaal van de klasse waarvoor ze het examen hebben afgelegd.

Voor de berekening van de aanpassingsperiode worden alle periodes waarin de ambtenaar in dienstactiviteit is in aanmerking genomen.

De verloven en afwezigheden die niet bedoeld zijn in paragraaf 2 brengen echter een verlenging ervan met zich mee wanneer ze langer duren dan dertig prestatiedagen met uitzondering van :

a) het jaarlijks verlof, de feestdagen en de periode tussen 27 en 31 december, de omstandigheidsverloven, het uitzonderlijk verlof wegens overmacht;

b) de artikelen 81, §§ 1 en 2 en 82 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

c) het verlof voor de uitoefening van een ambt binnen een kabinet van een lid van de federale regering.

De eventuele verlenging neemt de dertig prestatiedagen bedoeld in het derde lid niet in aanmerking.

§ 2. Wanneer de geslaagde deeltijds werkt tijdens de aanpassingsperiode, dan wordt deze periode naar rato verlengd.

Art. 31quater. § 1. De aanpassingsperiode wordt gesuperviseerd door de P & O-directeur of zijn afgevaardigde, die drie driemaandelijke verslagen en een eindverslag opstelt. De P & O-directeur kan ook de aanpassingsperiode met maximaal vier maanden verlengen op eensluidend advies van de bevoegde beroepscommissie bedoeld in artikel 22 van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten en in het Ministerie van Defensie. Hij kan de leidend ambtenaar eveneens een verandering van aanwijzing voorstellen.

§ 2. Het eindverslag concludeert hetzij tot de benoeming van de geslaagde, hetzij tot zijn terugkeer naar het niveau waarop hij benoemd was en, in voorkomend geval, in de federale overheidsdienst of in de programmatorische federale overheidsdienst waar hij benoemd was.

In het geval het eindverslag besluit tot een weigering tot benoeming kan het personeelslid een beroep instellen bij de in § 1 bedoelde beroepscommissie binnen een termijn van twintig werkdagen, door bemiddeling van de leidend ambtenaar, zoals bepaald in artikel 2 van hetzelfde besluit. Het beroep wordt behandeld volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 23 tot 24 van hetzelfde besluit.

Het beroep is opschortend.

De voorzitter van de beroepscommissie bezorgt het advies van de commissie aan de leidend ambtenaar. Deze neemt de definitieve beslissing.

§ 3. De geslaagde die niet benoemd werd na afloop van een aanpassingsperiode, of die tijdens deze periode een einde aan een aanpassingsperiode maakt, kan opnieuw kandidaat zijn voor een openstaande betrekking van het niveau A door middel van overgang naar het hoger niveau. Hij kan echter slechts tweemaal gebruik maken van deze mogelijkheid. Na de derde aanpassingsperiode verliest hij het voordeel van zijn slagen voor de vergelijkende selectie.

§ 4. De geslaagde die een einde aan een aanpassingsperiode maakt om in te gaan op een andere oproep tot indiensttreding krijgt een nieuwe volledige aanpassingsperiode.

Art. 31quinquies. Wat de berekening van de anciënniteiten betreft wordt de ambtenaar die na de aanpassingsperiode in het niveau A benoemd wordt beschouwd als daadwerkelijk zijn klasse en niveau genietend vanaf de eerste dag van de aanpassingsperiode.

Indien hij echter niet slaagt of een einde aan een aanpassingsperiode maakt, wordt hij voor de berekening van de anciënniteiten beschouwd als in dienstactiviteit geweest te zijn in zijn vroegere graad.



Art. 31<sup>sexies</sup>. Les lauréats appelés en service dans un service ou organisme autre que leur service public fédéral ou leur service public fédéral de programmation sont mis d'office en congé pour stage. »

CHAPITRE 2. — *Modification apportée à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public*

Art. 5. L'article 3, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, est complété par ce qui suit :

« 46° les articles 10 et 11 de l'arrêté royal du 4 juillet 2013 modifiant certaines dispositions relatives à l'accession au niveau A. ».

CHAPITRE 3. — *Modifications apportées à l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat*

Art. 6. Dans le titre Ier de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'Etat, l'intitulé du chapitre V, modifié par les arrêtés royaux des 5 septembre 2002 et 4 août 2004, est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE V. — Des sélections comparatives d'accession aux niveaux B et C ».

Art. 7. Dans l'article 10 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 5 septembre 2002 et 4 août 2004, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les agents qui ont réussi les épreuves des deux premières séries de l'accession au niveau A sont dispensés de l'épreuve générale prévue à l'article 15. ».

Art. 8. Dans l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 août 2004, les mots « à la classe ou » et les mots « de cette classe ou » sont supprimés.

Art. 9. Les articles 14, 14<sup>bis</sup> et 17 du même arrêté sont abrogés.

CHAPITRE 4. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 10. Dispense d'une ou plusieurs épreuves de la deuxième série est accordée d'office aux agents de l'Etat détenteurs à l'entrée en vigueur du présent arrêté de brevets, délivrés conformément aux dispositions antérieures, attestant la réussite aux épreuves portant sur les matières déterminées par l'administrateur délégué de SELOR, sur avis de l'administration à laquelle appartient le candidat. Le brevet attestant la réussite d'une épreuve de formation générale n'est pas visé par le présent article.

Art. 11. Les agents qui ont bénéficié d'une évaluation sans mention finale sur la base des dispositions antérieures à celles de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant modification de l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux et dans le ministère de la Défense sont admis aux épreuves pendant un an à dater de leur dernière évaluation selon ces anciennes dispositions.

Art. 12. Les Ministres et les Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juillet 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,  
K. GEENS

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,  
H. BOGAERT

Art. 31<sup>sexies</sup>. Geslaagden die in een andere dienst of instelling dan hun federale overheidsdienst of programmatorische federale overheidsdienst in dienst worden geroepen, worden ambtshalve in verlof voor stage geplaatst. »

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen aangebracht aan het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut*

Art. 5. Artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, wordt aangevuld als volgt :

« 46° artikelen 10 en 11 van het koninklijk besluit van 4 juli 2013 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de overgang naar niveau A. »

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen aangebracht aan het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel*

Art. 6. In titel I van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 september 2002 en 4 augustus 2004, wordt het opschrift van hoofdstuk V vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK V. — Vergelijkende selecties voor de overgang naar niveaus B en C ».

Art. 7. In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 september 2002 en 4 augustus 2004, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De ambtenaren die voor de proeven van de twee eerste reeksen van de overgang naar het niveau A worden vrijgesteld van de algemene proef bepaald in artikel 15. »

Art. 8. In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 worden de woorden « klasse of » en de woorden « die klasse of » geschrapt.

Art. 9. De artikelen 14, 14<sup>bis</sup> en 17 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 10. Een vrijstelling van één of meerdere proeven van de tweede reeks wordt ambtshalve verleend aan de rijksambtenaren die bij de inwerkingtreding van dit besluit houder zijn van brevetten, uitgereikt overeenkomstig de vroegere bepalingen, over de vakken vastgesteld door de afgevaardigd bestuurder van SELOR, na advies van het bestuur waartoe de kandidaat behoort. Het brevet dat het slagen in een algemene vorming bewijst wordt niet in dit artikel bedoeld.

Art. 11. Ambtenaren die een evaluatie kregen zonder eindvermelding op basis van de bepalingen die vooraf gingen aan die van het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten en in het Ministerie van Defensie worden gedurende een jaar toegelaten tot de proeven, te rekenen vanaf hun laatste evaluatie volgens die oude bepalingen.

Art. 12. De Ministers en de Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juli 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
K. GEENS

De Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken,  
H. BOGAERT